

L'HON. M. ALEXANDER.—Je suis sûr que les membres du gouvernement désirent que cette grande question soit discutée aussi librement et complètement que possible ; je suis sûr qu'ils verront avec plaisir aucun membre de cette chambre signaler franchement les détails qui lui semblent défectueux ; je suis sûr enfin que les recommandations faites par les hon. MM. qui représentent les divisions de Victoria et Wellington seront dûment pesées par l'administration actuelle ainsi que toute recommandation faite à bonne intention. Quelques membres des deux branches de la législature semblent totalement opposés au projet de confédération. Ils prétendent que les changements constitutionnels proposés sont imprudents et remplis des plus grands dangers. L'hon. membre pour la division de Niagara (l'hon. M. CURRIE) me semble être de ce nombre, si j'en juge par l'appel énergique qu'il a fait à cette chambre contre le projet entier, et je vais essayer de répondre à quelques uns des arguments par lui présentés avec autant d'habileté que de force. Il récuse dès l'abord la manière dont la convention a été formée ; il n'ajoute aucune foi à ses délibérations. Il soutient audacieusement que l'union sera désavantageuse et préjudiciable aux provinces-unies. Il s'appuie sur des calculs préparés à l'avance pour montrer que nos charges se trouveront augmentées de \$8,000,000 par année—augmentation qui accablait l'industrie de la province du Canada. Je ne puis m'expliquer où il a trouvé des chiffres pour arriver à une telle conclusion. Il est facile de nous faire une juste idée de ce que sera la position financière des gouvernements fédéral et locaux projetés. En évaluant le revenu total de ces provinces d'après les rapports de 1863, nous trouvons que le gouvernement général aura à sa disposition un revenu net, après avoir payé une subvention de quatre-vingts centins aux gouvernements locaux, de \$9,643,108 ; de plus, les calculs les plus probables démontrent que les dépenses du gouvernement général n'excéderont pas \$9,000,000. Il va sans dire que certains octrois d'argent ne sont pas compris dans les dépenses ordinaires. Nous devons, par exemple, contraindre le chemin de fer intercolonial et élargir et creuser les canaux du St. Laurent. En accordant, pour ces deux items, le montant de \$25,000,000, personne ne prétendra que nous ne pouvons pas trouver cette somme à 4 pour cent avec la garantie impériale. Le trésor

fédéral se trouvera ainsi grevé d'une somme annuelle de \$1,000,000 qu'il pourra, comme je vais le prouver, payer de la manière suivante : il dépend de nous de savoir si nous pourrions faire face aux dépenses ordinaires et payer l'intérêt de la dette fédérale avec le montant déjà cité de \$9,643,108. Or, la plupart des négociants avoueront qu'avec la faculté d'imposer un tarif et des droits d'acchoise uniformes dans tout le territoire des provinces-unies nous prélèverons une somme suffisante pour payer cet item considérable. Mais, comme je l'ai dit dans une autre circonstance, à l'aurore de notre nouvelle nationalité nous devons agir avec les plus grandes précautions et la plus stricte prudence. Tout agiotage public, toutes dépenses extravagantes doivent être soigneusement évités et, si nous agissons ainsi, je puis garantir à mon hon. ami de Niagara que ses prévisions ne seront jamais réalisées. Malgré ses sinistres prédictions au sujet de l'augmentation de notre dette, nous nous trouverons bientôt dans une position plus avantageuse. Dans son habile et énergique discours, il a voulu tirer parti de tout et n'a pas même oublié de condamner l'attitude de l'hon. secrétaire-provincial à la fameuse assemblée de Harrington. Je suis un de ceux qui ont voté contre le bill des écoles séparées de M. SCOTT. D'accord avec les électeurs sérieux de Harrington j'apprécie trop hautement notre admirable système scolaire du Haut-Canada, qui nous permet de répandre dans toutes les parties du pays les bienfaits de l'éducation. Mais ce n'est pas en considération de ce point qu'on veut rejeter la confédération, bien qu'un grand nombre de gens aient des idées fort arrêtées à cet égard. Mon hon. ami a insisté sur le montant qui devra être affecté à la milice. Il semble croire qu'une influence magique peut nous donner des soldats en un jour ; pour réaliser une faible économie il n'hésiterait pas, il laisserait, sans hésiter, notre riche territoire et les foyers de ses habitants à la merci d'un agresseur impitoyable, et ne calcule pas que le Canada aurait par le fait de l'invasion à payer sa part d'une dette de trois mille millions de piastres, en outre de sa dette actuelle. Le Haut-Canada a foi dans l'avenir d'un pays jeune comme le notre. (Applaudissements). On n'y oublie pas qu'après plusieurs années de déficit dans notre revenu et malgré d'assez mauvaises récoltes, nous pouvons constater en ce moment une augmentation notable de notre revenu. En consolidant de vastes